

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

N°
Référence à rappeler dans la réponse

Dossier suivi par Mlle THERY
Poste 2272

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE DU BAS-RHIN

11. JUIL. 1988

INGENIEUR EN CHARGE

STRASBOURG, le 12 8 JUIL 1988
5, place de la République
Tél. 88 32 99 00

BORDEREAU D'ENVOI

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN

à Monsieur le Directeur Départemental
..... de l'Agriculture et de la Forêt
2, rue des Mineurs
67000 STRASBOURG

Analyse de l'Affaire	Nombre de pièces	Objet de la transmission
<p><u>Installations classées</u></p> <p>Jean-Paul LITT - Porcherie d'engraissement à ITTENHEIM 19, rue Louis Pasteur</p> <p>- copie de mon arrêté en date de ce jour autorisant M. Jean-Paul LITT à procéder à l'extension de sa porcherie d'engraissement à 468 porcs</p>	<p>1</p>	<p>Transmise pour information.</p> <p style="text-align: right;">LE PREFET Pour le Préfet L'Attaché de Préfecture</p>

Joekle

Michèle JOECKLE

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

SECRETARIAT GENERAL

Service de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

ARRÊTE PREFECTORAL

autorisant M. Jean-Paul LITT à
exploiter une porcherie d'engraissement de 468 porcs
à ITTENHEIM au lieu-dit "Auf dem Neugraben"

--

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret-n° 77-1133 du 21 septembre 1977, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 et le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 relatifs à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande présentée par M. Jean-Paul LITT demeurant à ITTENHEIM - 19, rue Louis Pasteur, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une porcherie d'engraissement de 468 places logées à ITTENHEIM, au lieu-dit "Auf dem Neugraben" Section 37 - Parcelle 249 ;
- VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 23 novembre au 23 décembre 1987 inclus à la mairie de ITTENHEIM, le dossier d'enquête ayant été retourné en Préfecture le 8 janvier 1988 ;
- VU les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- VU les avis émis par les Conseils Municipaux de ITTENHEIM, ACHENHEIM, BREUSCHWICKERSHEIM, FURDENHEIM, HANDSCHUHEIM, HURDIGHEIM, OBERSCHAEFFOLSHEIM, OSTHOFFEN, QUATZENHEIM, STUTZHEIM-OFFENHEIM, DINGSHEIM ;

.../...

- VU l'avis émis par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt - Police des Eaux ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement,
- VU l'avis du Directeur des Services d'Incendie et de Secours ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- VU l'avis du Délégué Régional à l'Architecture et à l'Environnement ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi ;
- VU l'avis du Chef du Service Régional de l'Aménagement des Eaux ;
- VU l'avis du Directeur de l'Agence Financière de Bassin Rhin-Meuse ;
- VU l'avis du Sous-Préfet de STRASBOURG-CAMPAGNE ;
- VU le rapport et les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées en date du ;
- APRES communication à M. Jean-Paul LITT ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er -

M. Jean-Paul LITT, demeurant à ITTENHEIM 19, rue Louis Pasteur est autorisé à exploiter une porcherie d'engraissement à ITTENHEIM, lieu-dit "Auf dem Neugraben" section 37 - parcelle 249, conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Article 2 - Capacité

La capacité maximale de la porcherie sera de 468 animaux de plus de 30 kg en présence instantanée.

Article 3 - Mode d'exploitation

L'exploitation de la porcherie se fera sur lisier.

Article 4 - Etanchéité

Tous les sols de la porcherie (couloirs de circulation, aires de repos des animaux, etc...) toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc...) ou de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs, sur une hauteur de un mètre au moins, sera imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

.../...

Article 5 - Destination des eaux de nettoyage des installations

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes seront collectées par un réseau d'égoût et dirigées vers les installations de stockage.

Article 6 - Destination des eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales non polluées seront collectées par un réseau particulier.

Ces eaux seront dirigées vers un émissaire.

Article 7 - Evacuation des eaux résiduaires

La pente des sols de la porcherie (couloirs de circulation, aires de repos, etc...) ou des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc...) ne sera pas inférieure à 2 %.

La pente des ouvrages d'évacuation (canalisations, etc...) des eaux résiduaires ne sera pas inférieure à 2 %.

A l'extérieur du bâtiment, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduaires est interdit.

Article 8 - Stockage des eaux résiduaires

Les ouvrages de stockage devront satisfaire aux prescriptions de l'article 4.

Les trop-pleins des ouvrages de stockage sont interdits.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité des ouvrages de stockage devra permettre de stocker la totalité des eaux résiduaires de la porcherie produites pendant au moins 180 jours successifs.

Article 9 - Prévention de la pollution des eaux

Les caractéristiques des eaux rejetées devront permettre au milieu récepteur, eaux superficielles (rivières, canal, lac, étang, etc...) eaux souterraines, de satisfaire les objectifs de qualité qui leur sont assignés.

Le rejet direct ou indirect, à l'exclusion de l'épandage, dans une nappe souterraine d'eaux résiduaires même traitées est interdit.

Article 10 - Réduction de la pollution contenue dans les eaux résiduaires

A l'exclusion de l'épandage des eaux résiduaires, tout rejet dans le milieu naturel d'eaux résiduaires non traitées doit être physiquement impossible.

Selon le traitement des eaux résiduaires prévu, les prescriptions particulières suivantes s'appliquent :

- 1) l'effluent sera soumis à une épuration naturelle par le sol sur une surface suffisante.
- 2) Toute modification apportée au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation devra être signalée à l'Inspecteur des Etablissements Classés.
- 3) En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

4) L'épandage est interdit :

- à proximité des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux de baignade, à moins de 500 mètres des sites conchylicoles, à moins de 35 mètres des cours d'eau,

- pendant les périodes où le sol est gelé,

- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,

- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration générateurs de brouillards fins.

Article 11 - Réduction des émissions d'odeurs

a) les émissions d'odeurs provenant de la porcherie ou des installations annexes (fosse de stockage, etc...) ne devront pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

b) si l'épandage est la solution adoptée pour traiter les eaux résiduaires, les prescriptions particulières suivantes s'appliqueront :

- les eaux résiduaires seront épandues superficiellement et enfouies par un labour ou un appareil à dents qui se fera au plus tard dans les trois heures après l'épandage ;

- désodorisées avant épandage par un procédé chimique ou équivalent qui est biodégradable pour le lisier épandu sur les parcelles les plus proches des habitations.

Article 12 - Réduction du niveau du bruit

Le niveau sonore des bruits émis par la porcherie ne devra pas être de nature à troubler la tranquillité du voisinage.

Article 13 - Distance d'éloignement

L'épandage des eaux résiduaires de porcherie se fera à plus de 200 mètres de tout immeuble habité ou habituellement occupé par des tiers, des terrains de camping agréés ou de sport.

Article 14 - Pullulation des mouches

L'exploitant luttera contre la prolifération des insectes en utilisant des produits autorisés.

Article 15 - Animaux morts

Les animaux morts doivent être remis à l'équarrisseur.

Article 16 -

Le permissionnaire ne pourra procéder à une nouvelle extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 17 -

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

Article 18 -

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai d'un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 19 -

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la Mairie d'ITTENHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 20 -

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra en outre, faire l'objet des sanctions administratives prévues par la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 21 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 22 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,
M. le Maire de ITTENHEIM,
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. Jean-Paul LITT avec un exemplaire des plans approuvés.

Strasbourg, le 28 JUIN 1988

LE PREFET

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,



François LEONELLI

POUR AMPLIATION
P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
Le Chef de bureau



Corinne BAECHLER,

Délai et voie de recours
(article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.